

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

Direction Territoriale Normandie Centre du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), établissement public à caractère administratif,

dont le siège se situe Cité des mobilités, 25 avenue François Mitterrand, CS 92 803, 69 674 Bron Cedex,

Ci-après désigné "l'acheteur"

Prestations de sécurité - surveillance des locaux des sites de Blois

Cahier des Clauses Particulières (CCP)

Référence : 2024-201_M

Table des matières

Table des matières	2
ARTICLE 1 - OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	4
1.1 – Objet.....	4
1.2 – Forme et quantité du marché.....	4
1.3 – Prestations similaires.....	4
1.4 - Lieux d'exécution.....	4
1.5 – Clause sociale	4
1.6 – Dispositions environnementales.....	4
ARTICLE 2 – DEFINITION DES PRESTATIONS.....	5
ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ.....	5
4. 1 – Durée du marché.....	6
4. 2 – Liste nominative du personnel.....	6
4. 3 – Période de préparation.....	6
ARTICLE 5 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL.....	7
ARTICLE 7 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 8 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	8
8.1 Modalités communes aux 2 sites	8
8.2 Modalités propres au site situé 11 rue Laplace	8
8.3 Modalités propres au site situé 31 rue Laplace.....	9
8.4 Intervenant du titulaire - liste nominative des intervenants.....	9
8.5 Dossier administratif.....	9
8.6 Carte Professionnelle.....	10
8.7 Comportement des intervenants du titulaire.....	10
8.8 Responsabilité du titulaire.....	10
8.9 Tenue des intervenants.....	11
8.10 Protection des données à caractère personnel.....	11
ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DU CEREMA.....	11
ARTICLE 10 - RESPONSABLES TECHNIQUES DE PRESTATIONS.....	11
10.1 Désignation des responsables	11
10.2 Réunions de mise en place des prestations.....	11
10.3 Mains courantes et autres registres.....	12
10.4 Rapport des incidents.....	12

ARTICLE 11- MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE	12
11.1 Renseignements, documentations et plans	12
11.2 Clés, et Badges d'accès.....	12
ARTICLE 12 – CONTRÔLE DES PRESTATIONS	13
12. 1 Vérifications et contrôle qualité.....	13
12. 2 Contrôles du cahier de gardiennage.....	13
12. 3 Contrôles du nombre des intervenants.....	13
12. 4 Décisions après les opérations de vérification.....	13
ARTICLE 13 - Prix du marché.....	14
13.1 Nature des prix.....	14
13.2 Contenu des prix.....	14
13.3. Variation des prix.....	14
ARTICLE 14- MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	14
14.1. Demandes de paiement.....	14
14.2 Modalités de règlement	15
14.3 Unité monétaire	16
ARTICLE 15 - AVANCE.....	16
ARTICLE 16 – PÉNALITÉS.....	16
16.1 Pénalité de retard.....	16
16. 2 Pénalité spécifiques pour mauvaise exécution du marché (mesures coercitives)	17
ARTICLE 17 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE	18
17.1 – Obligation d’information	18
17.2 – Confidentialité	18
17.3 – Déclarations.....	18
ARTICLE 18– ASSURANCES.....	19
ARTICLE 20 – RÉSILIATION DU MARCHE.....	19
20.1 – Résiliation sans faute	19
20.2 – Résiliation pour faute	19
20.3 – Liquidation du marché public résilié.....	21
ARTICLE 21 – LITIGES.....	21
ARTICLE 22 – DROIT ET LANGUES.....	21

ARTICLE 1 - OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

1.1 – Objet

Les prestations, objet du présent marché, concernent la surveillance des locaux du Cerema Normandie Centre, Agence de Blois.

Les locaux sont répartis sur deux lieux distincts situés aux 11 et 31 rue Laplace à Blois (41000).

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au présent document

1.2 – Forme et quantité du marché

Il s'agit d'un marché de services conclu à prix global et forfaitaire pour des prestations courantes de surveillance des locaux.

1.3 – Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.4 - Lieux d'exécution

Cerema Normandie Centre

- 11 rue Laplace à Blois 41000.
- 31 rue Laplace à Blois 41000.

1.5 – Clause sociale

Le Titulaire est encouragé à recourir à des actions favorisant l'insertion sociale dans l'exécution du présent marché. Cela peut inclure le recrutement de personnes éloignées de l'emploi (demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification, bénéficiaires de minima sociaux, etc.) ou la sous-traitance avec des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Bien que cette démarche ne soit pas rendue obligatoire, le recours à des structures d'insertion ou l'embauche de ces publics sera particulièrement apprécié par le Cerema dans le cadre du présent marché.

1.6 – Dispositions environnementales

Le Titulaire est encouragé dans le cadre de ses déplacements jusqu'au site du Cerema, à mettre en œuvre des mesures visant à assurer le développement durable et à réduire l'empreinte carbone telles que :

- Recourir à des véhicules électriques ou à faibles empreinte carbone ;
- Privilégier l'éco-conduite/conduite responsable ;

ARTICLE 2 – DEFINITION DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent du marché sont les suivantes :

-Réalisation de rondes aléatoires sur chacun des deux sites avec pointage sur cahier de gardiennage mis à disposition par le titulaire selon les modalités décrites aux articles 8.1, 8.2 et 8.3 du présent CCP.

-Prestations de surveillance des deux sites portant notamment sur :

- La surveillance générale du site,
- La vérification des points sensibles à déterminer préalablement avec les représentants du Cerema Normandie-Centre, site de Blois,
- La vérification d'absence de risque électrique, de risque d'incendie, d'effraction, de dégâts des eaux,
- La vérification de présence non autorisée sur le site,
- La vérification de la fermeture des issues extérieures, le respect des règles de sécurité et tout ce qui peut présenter un risque pour les locaux,
- L'alerte des services compétents (police, pompiers, EDF...) ou d'un responsable en cas d'incident selon les consignes préalablement définies (pendant la période de préparation) entre le prestataire et le Cerema Normandie-Centre.

Toutes les interventions effectuées seront inscrites sur le cahier de gardiennage.

ARTICLE 3 – CLAUSE DE REEXAMEN – MODIFICATION DU PERIMETRE DU MARCHÉ

Le CEREMA signalera par écrit au titulaire du marché, par tout moyen permettant de donner date certaine, toute modification de périmètre au présent marché pouvant intervenir dans les cas suivants:

- Modifications particulières dans le fonctionnement des services de l'établissement.
- Travaux au sein des bâtiments entraînant des modifications dans la circulation, du personnel et des véhicules.
- Travaux modifiant les points d'accès et les issues dans le bâtiment.
- Affectation auprès de l'établissement d'agents pour ce type de prestations.
- Toutes nouvelles contraintes inhérentes à l'exploitation d'un site.

Le titulaire sera avisé de la décision de modification des prestations un mois avant la date de prise d'effet de la mesure par lettre recommandée avec avis de réception. Ce délai peut être réduit dans le cadre d'une situation d'urgence.

Les prestations forfaitaires relatives aux modifications du périmètre du marché seront facturées au nombre de rondes réellement effectuées.

Ces modifications se répercutent sur le montant du prix global et forfaitaire dû au titre du marché donc à la hausse ou à la baisse sur la base des prix unitaires y figurant.

ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ

4. 1 – Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification et prend fin à l'issue des 3 années d'exécution.

L'exécution des prestations de surveillance et de sécurité du site de Blois démarrent au 1er mai 2025 pour une durée de un (1) an ferme reconductible tacitement deux (2) fois un (1) an.

La période comprise entre la notification du marché et le démarrage de l'exécution des prestations fixée au 1er mai 2025 sera dédiée à la période de préparation dont le détail est inscrit à l'article 10.2 du CCP, cette période de préparation ne fera pas l'objet d'une facturation.

Le Cerema se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché. Dans ce cas, il en informe le titulaire deux mois au moins avant la fin du marché par lettre recommandée avec accusé réception.

4. 2 – Liste nominative du personnel

Une réunion de lancement du marché aura lieu à compter de la notification tel que précisé à l'article 10.2 du présent CCP. Une période de préparation allant jusqu'au 30 avril 2025 permettra au nouveau titulaire de prendre les dispositions permettant la bonne exécution des prestations. Le titulaire est tenu de reprendre le personnel affecté à l'exécution du marché précédent (annexe 4 du CCP)

4. 3 – Période de préparation

Cf. article 10.2 du présent CCP.

ARTICLE 5 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Conformément à l'article 4.1 du C.C.A.G-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre décroissant de priorité :

- **L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière :**
 - La décomposition du prix global et forfaitaire
- **Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses quatre annexes ;**
 - Annexe 1 : Plan de masse Agence de Blois - 2 sites
 - Annexe 2 : Plan de masse Agence de Blois - 11 rue Laplace
 - Annexe 3 : Plan de masse Agence de Blois - 31 rue Laplace
 - Annexe 4 : Liste Agents intervenants sur site CEREMA
- **Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;**
- **Le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre ;**
- **La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement ;**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, celles-ci prévalent dans l'ordre indiqué ci-dessus.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2 du CCAG-FCS, il ne figure pas dans ce présent CCP les dérogations aux stipulations du CCAG contenues dans cet accord.

ARTICLE 6 – PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article D8222-5 du Code du travail, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (article D8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (article D8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (article D8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-5 du Code du travail.

Il est rappelé que le titulaire est soumis envers son ou ses sous-traitants aux mêmes règles et obligations de contrôle et de vérification en application du Code du travail (travail dissimulé, attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, emploi étranger sans titre ...).

ARTICLE 7 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

Le titulaire a la possibilité de sous-traiter en cours de marché, une partie des prestations objet du marché, conformément aux articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la commande publique. Et ce à condition d'avoir, au préalable, obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement telles que prévues au Code ainsi qu'à l'article 3.6 du CCAG-FCS 2021.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre en sus du projet d'acte spécial :

- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8221-3, L8221-5, L8251-1, L8231-1 et L8241-1 du Code du travail.
- Les attestations fiscales sociales du sous-traitant en cours de validité.

- Toutes les documents permettant de vérifier sa capacité technique, professionnelle et financière

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée.

ARTICLE 8 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

8.1 Modalités communes aux 2 sites

Les 2 sites feront l'objet d'une surveillance réalisée par un agent de sécurité qui effectuera **toutes les nuits**, du lundi au dimanche, y compris les jours fériés, **trois rondes** organisées de manière aléatoire, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments. La durée maximum de **chaque ronde est fixée à 15 minutes**.

Les horaires de rondes, organisées de manière aléatoire de façon à rendre imprévisible l'horaire de passage de l'agent de sécurité en charge de la surveillance des locaux, seront **réalisées dans une plage comprise entre 19h30 et 6h59**.

Si une personne se trouve sur l'un des sites lors d'une ronde nocturne de vérification de l'agent, il devra demander la carte professionnelle de celle-ci.

Si la personne n'a pas sa carte professionnelle l'agent de sécurité devra demander de prouver son appartenance au CEREMA par tous moyens afin de pouvoir vérifier avec la liste des employés du site. En tout état de cause, la présence de toute personne, appartenant ou non au Cerema fera l'objet d'un rapport.

Le prestataire installera des bornes sur le chemin de ronde permettant de valider le jour et l'heure de passage de ses agents de sécurité. Ces bornes transmettent un état journalier par courrier électronique au responsable de site ou à son représentant.

8.2 Modalités propres au site situé 11 rue Laplace

Outre les rondes de nuit, le site du 11 rue Laplace bénéficiera de **deux rondes** organisées **en journée** de manière aléatoire **chaque samedi, dimanche et jours chômés par les agents du CEREMA**, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments. La durée maximum de **chaque ronde est fixée à 15 minutes**.

Les horaires de rondes, organisées de manière aléatoire de façon à rendre imprévisible l'horaire de passage de l'agent de sécurité en charge de la surveillance des locaux, seront **réalisées entre 7 h et 19 h 29**.

L'agent pointera le 1^{er} contrôle qui se trouve à la barrière d'accès puis ira se stationner sur le parking. Il se dirigera vers le hall d'entrée pour commencer la ronde. Il effectuera une ronde de contrôle complète du sous-sol au grenier en suivant le chemin de ronde (annexe 2 CCP) en validant son passage à l'aide des points de contrôle positionnés sur le plan de masse.

Les trois salles au RDC du bâtiment principal (salles 48AO, 49AO et 50AO) sur la gauche contiennent des agents chimiques, il convient d'y faire attention si l'agent doit fermer une fenêtre.

Des appareils de contrôle (emplacement présenté lors de la visite sur site) fonctionnent sur des cycles longs l'agent a l'interdiction d'y toucher.

8.3 Modalités propres au site situé 31 rue Laplace

Outre les rondes de nuit, le site du 31 rue Laplace bénéficiera de **deux rondes organisées en journées de manière aléatoire chaque journée du lundi au dimanche y compris jours fériés**, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments. La durée maximum de **chaque ronde est fixée à 15 minutes**.

Les horaires de rondes, organisées de manière aléatoire de façon à rendre imprévisible l'horaire de passage de l'agent de sécurité en charge de la surveillance des locaux, seront **réalisées entre 7 h et 19 h 29**.

L'agent pointera le 1^{er} contrôle qui se trouve à la barrière d'accès puis ira se stationner sur le parking. Il commencera la ronde par le bâtiment administratif en contrôlant les bureaux ainsi que le sous-sol où se trouve la chaudière raccordée au réseau de chaleur urbain.

L'agent effectuera une ronde extérieure du site en suivant le chemin de ronde et en prenant garde au niveau du canal d'eau.

Si l'agent constate une anomalie, il devra remplir un rapport d'évènement qu'il déposera dans la boîte aux lettres qui se trouve sur le site du laboratoire 11 rue Laplace près du bureau 11AO (cet emplacement sera indiqué lors de la visite du site).

8.4 Intervenant du titulaire - liste nominative des intervenants

Le titulaire affectera pour l'exécution des prestations décrites au présent CCP des intervenants qualifiés, expérimentés et en nombre suffisant. Le titulaire assure l'encadrement de ses intervenants. Le titulaire devra fournir, dès la notification du marché, la liste nominative des intervenants affectés à son exécution, accompagnée du dossier administratif de chaque agent tel que mentionné à l'article ci-dessous. Le titulaire devra veiller à ce que la liste nominative des intervenants remise à l'établissement soit à tout moment conforme à la réalité.

8.5 Dossier administratif

Le titulaire fournira dès notification du marché un dossier administratif pour chaque intervenant comportant leur identité, la copie de leur carte professionnelle et les formations effectuées ainsi que pour tout nouvel intervenant en cas de changement en cours de marché.

8.6 Carte Professionnelle

Les intervenants travaillant sur le site devront être en possession d'une carte professionnelle à jour afin de garantir l'appartenance du salarié à la société de sécurité titulaire du présent marché.

8.7 Comportement des intervenants du titulaire

Les intervenants du titulaire doivent observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'établissement.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de vapoter, de fumer et de consommer toute substance illicite, y compris vente, port et transport sur le site du Cerema (interdit à l'intérieur comme à l'extérieur des locaux).
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées sur le site du Cerema ou d'y pénétrer en état d'ivresse.
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente et à la revente.
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.
- Interdiction de recevoir pendant leur temps de travail des personnes, paquets, effets, pour leur propre compte sans autorisation.

8.8 Responsabilité du titulaire

La responsabilité du titulaire est limitée au préjudice direct et en tout état de cause au montant du marché.

Le titulaire est seul responsable , du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut pas exercer aucun recours contre le Cerema en cas de condamnation encourue par lui, ses agents ou ses associés.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail). Le Cerema se réserve le droit de vérifier le respect des règles et obligations de ces derniers.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du Cerema. Il doit observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'établissement.

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de la personne publique et pour les tiers.

8.9 Tenue des intervenants

Les intervenants doivent se présenter de façon irréprochable et conserver cette présentation pendant toute la période de présence dans les locaux de la personne publique. Ils porteront des vêtements comportant le logo de l'entreprise titulaire permettant de les identifier facilement.

Les intervenants devront également se munir d'un dispositif d'alerte des travailleurs isolés (DATI) sous peine de se voir appliquer une pénalité (Cf. Article 16.2 du présent CCP).

8.10 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DU CEREMA

Le Cerema désigne un responsable du suivi des prestations en qualité d'interlocuteur privilégié du titulaire qui sera communiqué dès la notification du marché.

Tout changement de l'interlocuteur privilégié sera signalé au titulaire.

ARTICLE 10 - RESPONSABLES TECHNIQUES DE PRESTATIONS

10.1 Désignation des responsables

Le titulaire désignera le ou les interlocuteurs intervenant auprès de l'établissement pour son compte comme indiqué dans son offre dès la notification du marché.

Il devra également nommer un interlocuteur unique chargé de l'encadrement et des relations techniques et administratives avec le Cerema.

10.2 Réunions de mise en place des prestations

Dès la notification du marché, le titulaire prendra contact avec le Cerema dans le cadre de la période de préparation qui prendra fin le 30 avril 2025 et qui aura pour objet de :

- S'organiser dans le cadre de la reprise du personnel,
- Prendre connaissance de la liste des agents du Cerema,
- Prendre connaissance des coordonnées du responsable de site,
- définir le positionnement des bornes de ronde et l'adresse électronique des états de rondes transmis à partir de ces dernières,

- Récupérer les badges et clés nécessaires à l'exécution,
- Planifier les modalités de mise en place des prestations,
- Planifier les réunions éventuelles,
- Remettre les justificatifs nécessaires au démarrage des prestations,
- Traiter de l'agrément et de la formation des intervenants ainsi que des modalités de tenues de mains courantes,
- Prendre connaissance de l'utilisation du SSI et des outils mis à disposition par le Cerema.

10.3 Mains courantes et autres registres

Les mains courantes et autres registres seront d'un modèle agréé par le Cerema et resteront la propriété de l'établissement. Ces mains courantes permettront de signaler tous désagréments, évènements, interventions extérieures sur site etc.

10.4 Rapport des incidents

Les incidents constatés sur le site donneront lieu à un rapport d'incident immédiat au responsable de site ou son représentant suivi d'un rapport écrit détaillé.

Ce rapport d'incident documentera tous les évènements qui pourront avoir causé des blessures à une personne ou des dommages à un bien du site du Cerema.

Ce rapport devra être remis par courriel dès le lendemain de l'incident aux personnes-désignées en tant que représentantes de l'établissement.

ARTICLE 11- MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

11.1 Renseignements, documentations et plans

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements, documentations et plans recueillis au cours de sa mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Ils restent la propriété de l'établissement et ne sont utilisés par le titulaire qu'à seule fin d'exécution du présent marché.

11.2 Clés, et Badges d'accès

Des clés et/ou badges peuvent être fournies pour assurer la mission. La non restitution, la perte ou la détérioration sont sanctionnées par les pénalités prévues au présent C.C.P. Il est de la responsabilité du titulaire de s'assurer de l'attribution des badges et clefs nécessaires à l'exécution de la mission pour mise à disposition de l'agent à la fin de sa période d'intégration.

ARTICLE 12 – CONTRÔLE DES PRESTATIONS

12. 1 Vérifications et contrôle qualité

Les opérations de vérification s'effectuent conformément aux articles 27 et suivants du CCAG-FCS. Ces opérations s'effectuent pendant la réalisation de la prestation en journée et sont réalisées par le représentant du Cerema dûment habilité en présence du titulaire, l'absence de celui-ci ne fait pas obstacle à la validation des opérations.

Par ailleurs, un contrôle des états de ronde transmis journalièrement permettra d'établir l'effectivité du service.

Par dérogation à l'article 27.2.1 aucun frais de vérification n'est dû par l'acheteur.

12. 2 Contrôles du cahier de gardiennage

Le cahier de gardiennage mis à disposition par le titulaire sera visé chaque jour par le responsable de site ou son représentant.

12. 3 Contrôles du nombre des intervenants.

Le titulaire procédera à des contrôles qualité par rapport au nombre des intervenants prévus. Il veillera à ce que la liste nominative des agents corresponde à la réalité des intervenants en poste.

A ce titre le titulaire doit fournir au maître d'ouvrage, la liste nominative du personnel assortie d'une fiche individuelle d'identité. Le titulaire doit la tenir à jour au fur et à mesure des évolutions du personnel amené à exécuter la prestation sur les sites de l'acheteur.

En cas de remplacement, même temporaire d'un ou plusieurs agents intervenant sur les sites, le titulaire doit sans délai informer le représentant de l'acheteur de ce remplacement et lui fournir la fiche d'identité correspondante. Dans le cas contraire, l'agent ne sera pas autorisé à accéder au site, aux torts exclusifs du titulaire.

12. 4 Décisions après les opérations de vérification

Chaque intervention fait l'objet d'un rapport dont le contenu et le formalisme sont décrits au sein d'un registre tenu durant toute la durée d'exécution du marché.

A l'issue des opérations de vérifications, le représentant de l'acheteur prononce l'admission des prestations au regard des rapports fournis avec ou sans réfaction conformément aux articles 29 et 30 CCAG-FCS.

ARTICLE 13 - Prix du marché

13.1 Nature des prix

Les prix de référence des prestations faisant l'objet du présent marché sont forfaitaires.

Les prix figurent dans l'annexe financière à l'acte d'engagement : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

13.2 Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-FCS sont applicables.

Le titulaire a établi ses prix de manière à respecter notamment les tarifs horaires, charges et coûts de formation fixés par la Convention collective.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels, transport et sujétions du titulaire. Aucun frais supplémentaire n'est pris en compte.

13.3. Variation des prix

Les prix sont révisibles annuellement à date fixe, la première révision ayant lieu le 1 mai 2025.

La révision des prix est faite en application de la formule suivante :

$$P = P0 * (CPF/CPF0)$$

P = prix révisé

P0 = prix de base figurant dans le marché ; le mois M0 étant le mois de remise des offres

CPF0 = Indice INSEE CPF 80.10 "**Services de sécurité privée** " (identifiant 010766602), indice du mois Mo mois de remise des offres fixées dans le règlement de consultation

CPF = la valeur de ce même indice, du mois n-4 du mois d'anniversaire d'application de la révision du marché.

ARTICLE 14- MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

Les différents paiements (acomptes éventuels, paiement partiel définitif et solde s'effectuent dans les conditions fixées par l'article 11 du CCAG-FCS).

14.1. Demandes de paiement

Les prestations forfaitaires annuelles feront l'objet d'acomptes mensuels correspondant à 1/12ème du montant du prix global et forfaitaire du site auquel elles se rapportent tel que spécifié dans la DPGF, le dernier acompte valant solde.

Les prestations dues au titre de la période de préparation sont incluses dans les prestations forfaitaires annuelles et ne seront pas facturables en tant que telles.

Les demandes de paiement comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- le numéro de facture,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET (**mention obligatoire**),

- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- le décompte détaillé, en quantité et prix HT, de chaque prestation admise,
- le cas échéant, l'application des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.-FCS. ,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- le SIRET du Cerema Ouest : 13 001 831 000 222
- les références bancaires et les moyens de règlement acceptés.

Depuis le 1er janvier 2020, toutes les entreprises sont soumises à l'obligation de dématérialisation et doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET de l'adresse de facturation du Cerema, de numéro de marché et de service exécutant Chorus pro provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

14.2 Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Le Cerema réglera sur ses fonds propres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Les demandes de paiement ne pourront intervenir qu'à l'issue des opérations de vérification et admission des prestations.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles R.2192-31 à R.2192-36, au bénéfice du titulaire

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur sur Chorus pro.

14.3 Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 15 - AVANCE

Ce marché n'ouvre droit à aucune avance.

ARTICLE 16 – PÉNALITÉS

16.1 Pénalité de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

En cas d'absence de transmission d'état de ronde journalier, le service sera réputé comme non réalisé.

A ce titre, le titulaire encourt, sans mise en demeure, une pénalité de 300 €HT par état de ronde manquant .

En cas de non-respect des plages horaires indiquées au CCP pour réaliser les rondes, le titulaire encourt, par heure de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

dans laquelle :

P est le montant HT de la pénalité

V est la valeur totale (par année) HT du marché

R est le nombre d'heures de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il est prévu un seuil d'exonération à l'application des pénalités de retard de 10% du montant total hors taxe du marché.

16. 2 Pénalité spécifiques pour mauvaise exécution du marché (mesures coercitives)

Motifs	Pénalités (Sans mise en demeure)
Pénalité pour ronde mal effectuée (point de passage manquant)	En cas de rondes mal réalisées, c'est à dire sans respecter le passage par les bornes installées sur le site, une pénalité de 100€ HT sera appliqué pour chaque infraction constatée.
Défectuosité des bornes de passage	<u>100€ HT par constat</u>
Absence de dotation des équipements de sécurité de son personnel en matière de dispositif d'alerte des travailleurs isolés (DATI)	<u>100€ € HT par constat</u>
Pénalité pour non tenue du registre de garde, main courante et non transmission du rapport des incidents	En cas de non mise à jour, défaut, irrégularité ou non présentation quotidienne des différents registres, il est prévu une pénalité de <u>100€ HT par constat.</u>
Pénalité pour perte de pass, clés et badges	En cas de perte ou de non restitution d'un pass, clé ou badge une pénalité de <u>80€ HT est prévue par perte constatée.</u>
Pénalité pour un agent non agréé par le CEREMA	En cas d'intervention d'un agent qui n'a pas été agréé par le Cerema, il sera appliqué une pénalité de <u>500€ HT par constat.</u>
Pénalité en cas de non-respect de la tenue vestimentaire comportant le logo de l'entreprise	En cas de non-respect des critères retenus dans le domaine vestimentaire, il sera appliqué une pénalité de <u>50€ HT par constat.</u>
Pénalité en cas de non possession de la carte professionnelle	<u>50€ HT par constat.</u>
Pénalité en cas de mauvaise utilisation du SSI et des outils mis à disposition	En cas de mauvaise utilisation du SSI et des outils mis à disposition par le Cerema tels qu'ils seront présentés lors de la réunion de préparation, il sera appliqué une pénalité de <u>100 € HT par manquement constaté.</u>

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation du marché.

ARTICLE 17 - OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES DU TITULAIRE

17.1 – Obligation d’information

Le titulaire s’engage à réaliser les prestations conformément aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à l’acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés.

Le titulaire a une obligation générale de conseil, et notamment d’information, à l’égard du Cerema. Il est tenu de satisfaire à son obligation de conseil par toutes recommandations écrites ou orales.

Le titulaire s’oblige notamment à :

- Partager avec le Cerema son expérience ;
- Fournir au Cerema tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre la bonne exécution des prestations ;
- Prendre connaissance de toute contrainte et toute information nécessaires à la bonne exécution des prestations, et notamment, prendre connaissance de l’ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiquées par le Cerema avant ou pendant la réalisation des prestations ;
- Solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l’exécution des prestations.

17.2 – Confidentialité

Le titulaire s’engage à respecter l’obligation de confidentialité des informations et documents dont il a connaissance aux fins de l’exécution des prestations et dont il ne rend compte qu’aux personnes habilitées conformément à l’article 5.1 du CCAG-FCS.

17.3 – Déclarations

Conformément à l’article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu’à la fin de l’exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l’honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l’honneur de dépôt auprès de l’administration fiscale, à la date de l’attestation, de l’ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l’année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu’il a contrevenu à l’article D.8222-5 du Code du travail.

ARTICLE 18– ASSURANCES

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours possible auprès du Cerema de tous dommages, dégâts, incendie ou autres causés par sa négligence. Cette responsabilité concerne également les manquements dans l'exécution du marché ou tout autre cause pouvant lui être imputée.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, et avant tout début d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incombent du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

ARTICLE 19 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il se présente,
- A sa raison sociale ou sa dénomination,
- A sa nationalité,
- A son domicile ou à son siège social,
- Au montant de son capital social,
- Aux personnages ou aux groupes qui le contrôlent,
- A ses coordonnées bancaires,

A cet effet, le titulaire fait parvenir au Cerema, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification.

ARTICLE 20 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

20.1 – Résiliation sans faute

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général ou autres motifs prévus dans les conditions fixées par le chapitre 7 du C.C.A.G.-FCS.

20.2 – Résiliation pour faute

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire, le marché public est résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas suivants :

- En cas d'inexactitudes des renseignements communiqués avant la notification du marché public en application du code de la commande publique ainsi qu'en cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis en application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ou de refus de produire ces pièces ;
- En cas de contravention à la législation et réglementation du travail ou relative à la sous-traitance, d'actes frauduleux ou de tout autre fait pénalement répréhensible commis à l'occasion de l'exécution du marché public ;

- Lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir respecter ses engagements ;
- Dans le cas où le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, sauf ouverture d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce dès lors que le titulaire en a informé sans délai les services chargés de l'exécution du marché public.

Le marché public peut être également résilié aux torts exclusifs du titulaire :

- Après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public ;
- Lorsque, enjoint par le Cerema, en application des articles L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 al. 1 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction.
- Lorsque, enjoint par le Cerema en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, le Cerema transmet à l'agent de contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, le Cerema résilie le marché public sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision ;

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, le Cerema se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché public résilié, aux frais et risques du titulaire, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

20.3 – Liquidation du marché public résilié

Le marché public résilié totalement ou partiellement est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part des prestations en cours d'exécution dont le Cerema accepte l'achèvement.

Le décompte de liquidation du marché public est arrêté par décision du Cerema et notifié au titulaire.

Sans attendre la liquidation définitive, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché public, hors indemnisation éventuelle du titulaire. Si le solde que fait apparaître la liquidation provisoire est créditeur, le Cerema mandate au profit du titulaire 80% du montant de ce solde ; si le solde est débiteur le Cerema exige du Titulaire le reversement immédiat de 80% de ce solde.

ARTICLE 21 – LITIGES

En cas de litige entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R.312-11 du Code de justice administrative.

Par dérogation à l'article 46.4 du CCAG-FCS 2021, le différend doit être soumis préalablement à l'avis du Comité Consultatif National du règlement amiable.

ARTICLE 22 – DROIT ET LANGUES

En cas de litige et de contentieux, le droit Français est seul applicable. Les juridictions compétentes sont celles du siège de l'acheteur.

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériel correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en Français.